

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 12 juin 2008

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Étude : Les prix des aliments : un bienfait pour les producteurs, un soulagement pour les consommateurs, juin 2008 2

Le Canada se trouve dans une situation unique pour contrer la tempête causée par la montée abrupte des prix des céréales et du riz, et pourrait même profiter de la montée en flèche actuelle, selon une étude publiée aujourd'hui dans *L'observateur économique canadien*.

Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet, 2007 5

Les Canadiens utilisent Internet beaucoup plus et de façon plus diversifiée, mais une fracture du numérique subsiste parmi différents groupes, selon les nouvelles données de 2007 de l'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet.

Étude : Caractéristiques des quartiers et répartition de la criminalité chez les jeunes sur l'île de Montréal, 2006 8

Services de conseils, 2006 9

Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie), quatrième trimestre de 2007 9

Enquête sociale générale : 20^e anniversaire, 1985 à 2006 10

Transport et distribution de gaz naturel, janvier et février 2008 11

Nouveaux produits 12



Communiqués

Étude : Les prix des aliments : un bienfait pour les producteurs, un soulagement pour les consommateurs

Juin 2008

Le Canada se trouve dans une situation unique pour contrer la tempête causée par la montée abrupte des prix des céréales et du riz, et pourrait même profiter de la montée en flèche actuelle, selon une étude publiée aujourd'hui dans *L'observateur économique canadien*.

Dans l'ensemble, les prix à la consommation des aliments consommés à domicile au Canada n'ont augmenté que de 1,2 % au cours des 12 mois se terminant en avril 2008. Les prix des aliments ont bondi de 7,1 % dans l'Union européenne et de 5,9 % aux États-Unis durant la même période. Les pays d'Asie, où le riz est l'aliment de base, sont ceux qui ont vu croître le plus rapidement les prix des aliments, alors que le prix du riz a doublé au début de 2008.

Alors que les consommateurs au Canada sont aux prises avec des prix plus élevés pour les produits du pain et des céréales, l'étude a montré que, dans l'ensemble, les factures d'épicerie à la caisse ne sont pas plus élevées, grâce à la stabilité ou à la chute des prix de la plupart des autres produits.

Le fait que les prix de ces autres produits alimentaires n'aient pas augmenté reflète des facteurs tels que le coût plus faible des aliments importés depuis la hausse du dollar canadien et le rôle relativement petit des produits de base dans la valeur du panier d'épicerie du consommateur.

Pour la plupart des produits alimentaires, les services représentent la majeure partie de la valeur ajoutée des produits achetés par les consommateurs. En outre, des fluctuations prononcées des prix relatifs offrent aux consommateurs de nombreuses possibilités de s'adapter en remplaçant certains de leurs achats par des aliments à prix plus faible.

Dans une perspective plus générale, l'étude suggère que, dans l'ensemble, le Canada devrait bénéficier du choc des prix agricoles. En 2007, les échanges du Canada en produits agricoles et en produits du poisson se sont soldés par un excédent de 9,0 milliards de dollars.

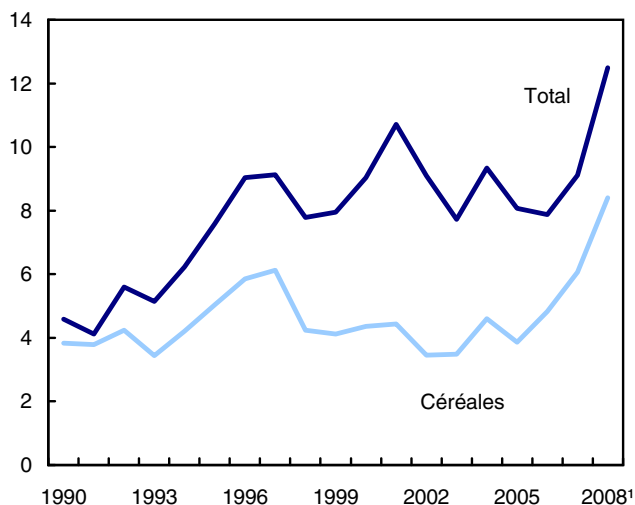
Au premier trimestre de 2008, l'excédent était sur le point d'atteindre un sommet inégalé, s'établissant au

taux annuel de 11,2 milliards de dollars sous l'effet de la hausse des prix du blé.

En outre, les agriculteurs ont intensifié leurs activités de plantation cette année, surtout celles produisant des récoltes à prix fort. En plus d'accroître directement la valeur de la production agricole et de l'excédent commercial, l'essor du secteur agricole profitera indirectement à de nombreux fournisseurs, dont les produits s'étendent des machines aux services de transport, aux services financiers et aux services aux entreprises.

Balance commerciale des produits agricoles

milliards de dollars



1. Données annualisées.

Les exportations agricoles atteignent un sommet inégalé en 2007

Le Canada est un exportateur net de produits alimentaires et agricoles. En 2007, les exportations canadiennes de produits alimentaires et agricoles ont atteint un sommet inégalé de 34,6 milliards de dollars, après avoir fluctué autour de 31 milliards de dollars depuis le début de la forte hausse des prix des produits de base en 2002.

La hausse observée en 2007 a été principalement attribuable aux céréales, qui ont atteint un sommet grâce à un bond de 1,5 milliard de dollars pour le blé et le canola, malgré de faibles récoltes dans les Prairies

(en 2007, le rendement moyen par acre de blé a baissé de 12 %).

Malgré une faible récolte, le Canada est demeuré le deuxième plus important exportateur de blé à l'échelle mondiale, après les États-Unis. Une augmentation de 25 % des ventes de récoltes a poussé les recettes agricoles à un sommet de 40,5 milliards de dollars en 2007, et elles ont continué de se raffermir au premier trimestre de 2008.

Les importants excédents du Canada en ce qui concerne les grains, les produits carnés et les produits du poisson l'emportent sur les déficits dans le cas des aliments difficiles, voire impossibles, à produire ici (dont de nombreux fruits et légumes, le café, le thé et le sucre, qui affichent ensemble un déficit du commerce de plus de 4 milliards de dollars).

Les fruits et les légumes dominent les importations agricoles

Dans l'ensemble, plus de 70 % des aliments consommés par les Canadiens sont produits au Canada. Cela englobe plus de 80 % des produits carnés et laitiers, en partie parce que les pratiques de gestion de l'offre limitent la concurrence des importations de la volaille, des produits laitiers et des oeufs. Le pain et les produits à base de céréales sont, eux aussi, fournis en grande partie par des fermes agricoles et des usines canadiennes.

Inversement, les importations représentent plus de 40 % de la totalité des produits du poisson et des fruits et des légumes achetés au Canada. Les importations fournissent près du tiers des autres produits alimentaires, notamment le café, le thé et certaines matières grasses (comme l'huile d'olive).

Les importations canadiennes de produits agricoles sont dominées par les fruits et les légumes, particulièrement en hiver alors que les importations de produits frais doublent pratiquement. En 2007, les importations de fruits et de légumes se sont chiffrées à 7,3 milliards de dollars.

Suivaient de près les importations de café, de thé et de sucre, chiffrées à 5,4 milliards de dollars. Il est impossible de produire ces produits dans le climat nordique du Canada. Les importations de fruits, de légumes et d'autres produits de première nécessité ont été caractérisées par une tendance à la hausse ces dernières années, la baisse des prix ayant contribué à accroître le volume de la demande.

Le coût des aliments importés au Canada a diminué de 7 % entre la moyenne notée en 2002 et le premier trimestre de 2008.

La répartition du dollar alimentaire : ce qu'achètent les consommateurs

L'étude fournit une répartition de la valeur ajoutée selon le type d'aliment, laquelle montre que la hausse rapide des prix de certains produits alimentaires de base (notamment les grains) ne touche qu'une petite fraction de ce qu'achètent les consommateurs.

Dans le cas du pain et des céréales, le coût des produits de base représente moins du dixième de ce que paient les consommateurs pour le pain, même si l'on tient compte des coûts de l'énergie. Il s'agit de la part la plus faible observée pour n'importe laquelle des grandes catégories de produits alimentaires.

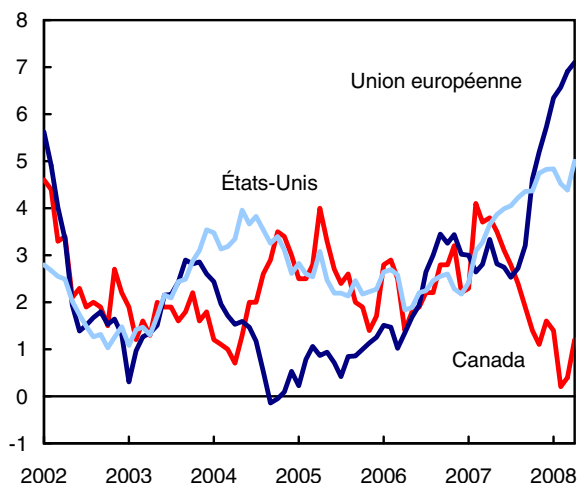
La viande et les produits laitiers ont à peu près la même structure de revenus, les fabricants recevant près du quart de tous les revenus, tandis que les agriculteurs en obtiennent un peu moins de 15 %.

En revanche, les fabricants et les agriculteurs ne reçoivent que le tiers ou moins des revenus tirés des dépenses de consommation en pain ainsi qu'en fruits et en légumes. La plus grande partie est destinée aux fabricants, tandis que les agriculteurs reçoivent moins de 3 %.

Les services ont représenté entre la moitié et les trois quarts de la valeur des produits achetés par les consommateurs dans les épiceries. Le poisson frais, les produits laitiers, la viande et les boissons gazeuses sont les produits pour lesquels la part des services est la plus faible, de l'ordre de 50 %. Dans le cas du pain, ainsi que des fruits et des légumes, la part des services est d'environ 60 % ou plus des dépenses de consommation.

Prix à la consommation des aliments

variation annuelle en %



Les commerces de gros et de détail constituent la part la plus importante de la valeur ajoutée que les services apportent aux aliments. Elle comprend le coût de l'entreposage, du remplissage des rayons et de la publicité s'adressant aux consommateurs ainsi que les marges bénéficiaires.

Il est surprenant de constater que les secteurs des services financiers et immobiliers ont plus contribué à la production de la plupart des produits alimentaires que le secteur des transports. Cette situation reflète l'importance de la location des bâtiments, ainsi que des emprunts faits pour financer les activités opérationnelles quotidiennes.

Le transport représente systématiquement de 5 % à 6 % de la valeur ajoutée de tous les produits alimentaires. L'écart entre les services financiers et les services de transport pourrait toutefois s'être amenuisé après que les prix de l'essence ont atteint des sommets inégalés au début de 2008.

Définitions, sources de données et méthodes : numéros d'enquête, y compris ceux des enquêtes connexes, 1401, 2202, 2203 et 2301.

L'étude «Les prix des aliments : un bienfait pour les producteurs, un soulagement pour les consommateurs» figure dans l'édition Internet de juin 2008 de *L'observateur économique canadien*, vol. 21, n° 6 (11-010-XWB, gratuit), maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web. La version imprimée du mensuel *L'observateur économique canadien*, vol. 21, n° 6 (11-010-XPB, 25 \$ / 243 \$), sera offerte le 19 juin.

Pour obtenir plus de renseignements sur *L'observateur économique canadien*, cliquez sur la publicité qui figure dans le module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Philip Cross au 613-951-9162 (ceo@statcan.ca), Groupe d'analyse économique de conjoncture. ■

Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet 2007

Les Canadiens utilisent Internet beaucoup plus et de façon plus diversifiée, mais une fracture du numérique subsiste parmi différents groupes, selon les nouvelles données de 2007 de l'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet.

Près des trois quarts (73 %) des Canadiens âgés de 16 ans et plus, soit 19,2 millions, ont utilisé Internet à des fins personnelles au cours des 12 mois ayant précédé l'enquête. Il s'agit d'une hausse par rapport à la proportion d'un peu plus de deux tiers (68 %) enregistrée en 2005, lorsque l'enquête a été menée pour la dernière fois.

Pour la première fois, l'enquête englobait les jeunes âgés de 16 et de 17 ans. Ils ont été à l'origine de près d'un point de pourcentage des cinq points d'augmentation de l'utilisation d'Internet observés entre 2005 et 2007.

Les résultats de l'enquête montrent que la fracture du numérique (ou l'écart dans le taux d'utilisation d'Internet) persistait chez certains groupes de Canadiens, selon le revenu, la scolarité et l'âge.

L'enquête a en outre montré que les personnes vivant dans des régions urbaines ont continué d'être plus susceptibles d'avoir utilisé Internet que celles vivant dans des régions rurales ou des petites villes. Seulement 65 % des résidents des régions rurales ou des petites villes avaient utilisé Internet, ce qui est bien inférieur à la moyenne nationale, comparativement à un peu plus des trois quarts (76 %) des résidents des régions urbaines. Les deux proportions étaient plus élevées qu'en 2005.

Parmi les personnes qui ont utilisé Internet à partir de leur domicile, 68 % l'ont fait tous les jours durant un mois type et 50 % ont déclaré utiliser Internet cinq heures ou plus durant une semaine type. En moyenne, les hommes utilisaient Internet plus souvent et pendant de plus longues périodes que les femmes.

La fracture du numérique subsiste

Les résultats montrent des écarts dans les taux d'utilisation d'Internet entre certains groupes de Canadiens, plus particulièrement en fonction du revenu, de la scolarité et de l'âge.

Les ménages ont été répartis en cinq groupes égaux, ou quintiles, selon leur revenu.

La grande majorité (91 %) des personnes du quintile supérieur (plus de 95 000 \$) utilisaient Internet. Il s'agit de près du double de la proportion de 47 % d'utilisateurs dans le quintile inférieur (moins de 24 000 \$). Cet écart d'utilisation s'est rétréci légèrement depuis 2005.

Note aux lecteurs

L'Enquête canadienne sur l'utilisation d'Internet de 2007 a été menée en octobre et en novembre 2007, comme supplément à l'Enquête sur la population active. Plus de 26 500 Canadiens âgés de 16 ans et plus ont été interrogés au sujet de leur utilisation d'Internet au cours des 12 derniers mois, y compris le magasinage en ligne. Les estimations relatives au magasinage sur Internet (commerce électronique) seront diffusées en novembre 2008.

Il faut faire preuve de prudence lorsque l'on compare ces résultats et ceux de 2005, alors que l'enquête était limitée aux personnes âgées de 18 ans et plus. En 2007, les répondants de 16 et de 17 ans ont été à l'origine de presque un point de pourcentage de l'augmentation globale de l'utilisation d'Internet depuis 2005. Ils ont aussi une influence sur les estimations des comportements en ligne.

Définitions

Un utilisateur d'Internet est une personne qui a utilisé Internet à partir de n'importe quel endroit, à des fins personnelles non commerciales, au cours des 12 mois ayant précédé l'enquête. Un utilisateur à domicile est une personne qui a déclaré utiliser Internet à partir de son domicile, pour les mêmes raisons.

Les limites des régions urbaines correspondent à celles des régions métropolitaines de recensement (RMR) et des agglomérations de recensement (AR) définies par Statistique Canada. La catégorie des régions rurales et des petites villes englobe les Canadiens qui vivent en dehors des RMR et des AR.

En ce qui a trait à la scolarité, 84 % des personnes ayant fait au moins certaines études postsecondaires ont utilisé Internet en 2007, comparativement à 58 % des personnes moins scolarisées. Encore une fois, l'écart a diminué légèrement depuis 2005.

L'âge est demeuré un facteur important. En 2007, 96 % des personnes âgées entre 16 et 24 ans utilisaient Internet, soit plus de trois fois la proportion de 29 % enregistrée chez les personnes âgées de 65 ans et plus. Toutefois, l'utilisation d'Internet a augmenté dans tous les groupes d'âge depuis 2005.

La proportion d'hommes et de femmes qui ont utilisé Internet en 2007 représentait un peu moins des trois quarts dans les deux cas.

Parmi les personnes nées au Canada, 75 % utilisaient Internet, comparativement à 66 % des personnes nées ailleurs. Toutefois, le taux était de 78 % chez les immigrants qui sont arrivés au Canada au cours des 10 dernières années. La majorité de ces immigrants récents vivent dans des régions urbaines.

Augmentation de la popularité des connexions à haute vitesse

La grande majorité des utilisateurs d'Internet âgés de 16 ans et plus, soit 94 %, ont déclaré avoir utilisé Internet à des fins personnelles à partir de leur domicile en 2007, tandis que 41 % ont indiqué l'avoir utilisé au travail, 20 %, à l'école, et 15 %, dans des bibliothèques.

Les connexions à haute vitesse sont de plus en plus répandues. Selon les estimations, 88 % des personnes qui ont accédé à Internet à partir de leur domicile l'ont fait au moyen d'une connexion à haute vitesse en 2007, comparativement à 80 % deux ans plus tôt. Cette croissance est attribuable aux nouveaux utilisateurs et aux utilisateurs existants qui ont abandonné un service plus lent.

Plus de 9 utilisateurs sur 10 à domicile dans les régions urbaines ont déclaré utiliser une connexion à haute vitesse, comparativement à un peu plus de 7 utilisateurs sur 10 à domicile dans les régions rurales. Plus de la moitié des résidents des régions rurales et des petites villes utilisant un service plus lent ont déclaré que le service à haute vitesse par téléphone ou par câble n'était pas offert dans leur région.

Augmentation des activités sur Internet : blogage, clavardage et téléchargement

Les courriels et la navigation générale ont continué d'être les activités les plus populaires sur Internet à partir du domicile. Le Web est demeuré populaire pour trouver des renseignements gouvernementaux ou sur la santé et pour faire des réservations de voyage. De nombreux Canadiens l'ont aussi utilisé pour des opérations bancaires, le paiement de factures et la commande de biens et de services.

Toutefois, les données de l'enquête montrent qu'un plus grand nombre de Canadiens se sont adonnés à d'autres activités.

Par exemple, le cinquième (20 %) des utilisateurs d'Internet à domicile ont indiqué avoir contribué au contenu par l'envoi d'images, le blogage ou la participation à des groupes de discussion. Parmi eux, plus de la moitié étaient âgés de moins de 30 ans.

Environ 50 % des utilisateurs d'Internet à domicile ont utilisé la messagerie instantanée en 2007. Encore une fois, un nombre relativement plus élevé de jeunes Canadiens ont indiqué utiliser Internet pour cette raison.

L'utilisation accrue des services à large bande a aussi entraîné une augmentation du téléchargement ou de l'écoute de films ou d'émissions de télévision ainsi que du téléchargement de musique.

Préoccupations concernant la protection des renseignements personnels et la sécurité en ligne

En 2007, selon l'enquête, environ 50 % des Canadiens — utilisant Internet ou non — étaient très préoccupés par l'utilisation de la carte de crédit en ligne, 44 %, au sujet des opérations bancaires en ligne, et 37 %, au sujet de la protection des renseignements personnels en ligne.

Même si ces trois estimations sont inférieures aux niveaux affichés en 2005, elles ne montrent pas nécessairement que les menaces à la protection des renseignements personnels et à la sécurité en ligne ont diminué. Il se peut que d'autres facteurs entrent en jeu.

Par exemple, l'enquête de 2007 comprenait les personnes âgées de 16 et de 17 ans qui, en moyenne, ont exprimé des niveaux de préoccupation plus faibles. Les Canadiens ont aussi acquis de l'expérience en ligne, 54 % d'entre eux déclarant cinq années ou plus d'utilisation d'Internet en 2007, comparativement à 45 % en 2005.

Les données de l'enquête montrent que la proportion de personnes très préoccupées au sujet de la sécurité était plus faible chez celles ayant utilisé Internet depuis plus longtemps et pour un plus grand nombre d'activités.

Provinces : taux les plus élevés en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario

Les taux d'utilisation d'Internet par les Canadiens ont augmenté dans chaque province entre 2005 et 2007. Les taux étaient supérieurs à la moyenne nationale de 73 % dans trois provinces, soit en Colombie-Britannique, en Alberta et en Ontario.

Les taux dans les deux provinces de l'Ouest ont été alimentés par le taux élevé d'utilisation dans les grandes régions métropolitaines de recensement. À Calgary, 85 % des personnes âgées de 16 ans et plus ont utilisé Internet. À Victoria, cette proportion s'est établie à 83 %, alors qu'à Vancouver et à Edmonton, elle s'est chiffrée à 78 %.

Les différences entre les régions urbaines et rurales en ce qui a trait à l'utilisation d'Internet ont subsisté en 2007. Au Québec, par exemple, les taux variaient entre 58 % dans les régions rurales et les petites villes et 78 % à Québec.

En général, les villes comptent une population plus jeune et proportionnellement plus de résidents dont les niveaux de revenu et de scolarité sont élevés. Ces concentrations de population offrent des marchés intéressants pour les fournisseurs de services Internet.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 358-0122 à 358-0126, 358-0128 à 358-0132 et 358-0134.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4432.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Sylvain Ouellet au 613-951-2779 (sylvain.ouellet2@statcan.ca),

Division des sciences, de l'innovation et de l'information
électronique.

Activités en ligne des utilisateurs d'Internet à domicile — Il faut faire preuve de prudence lorsque l'on compare ces résultats et ceux de 2005, alors que l'enquête était limitée aux personnes âgées de 18 ans et plus. En 2007, les répondants de 16 et de 17 ans ont été à l'origine de presque un point de pourcentage de l'augmentation globale de l'utilisation d'Internet depuis 2005. Ils ont aussi une influence sur les estimations des comportements en ligne.

	2005	2007
	%	
Courrier électronique	91	92
Navigation générale afin de vous amuser ou de vous détendre	..	76
Navigation générale	84	..
Recherche sur d'autres questions particulières (comme la généalogie)	..	70
Obtenir des bulletins météorologiques ou les conditions des routes	67	70
Trouver des renseignements ou faire des arrangements de voyage	63	66
Voir les nouvelles et les sports	62	64
Opérations bancaires électroniques et acquitter des factures	61	63
Faire du «lèche-vitrine»	57	60
Rechercher des renseignements médicaux et liés à la santé	58	59
Rechercher des renseignements sur les gouvernements	52	51
Besoins d'études, d'une formation ou de travaux scolaires	43	50
Utiliser la messagerie instantanée	38	50
Commander un produit ou un service	43	45
Acquérir ou sauvegarder de la musique (téléchargement gratuit ou payant)	37	45
Se renseigner sur des événements communautaires	42	44
Pratiquer des jeux	39	39
Acquérir ou sauvegarder un logiciel (téléchargement gratuit ou payant)	32	33
Chercher un emploi	..	32
Écouter la radio sur Internet	26	28
Communiquer avec les gouvernements	23	26
Se renseigner sur des investissements	26	25
Télécharger ou regarder une émission de télévision ou un film sur Internet	12	20
Fournir du contenu (blogues, photos, groupes de discussion)	..	20
Faire des appels téléphoniques	..	9
Vendre des biens ou des services (sur des sites de vente aux enchères)	..	9

.. indisponible pour une période de référence précise

Pourcentage de Canadiens qui ont utilisé Internet — Il faut faire preuve de prudence lorsque l'on compare ces résultats et ceux de 2005, alors que l'enquête était limitée aux personnes âgées de 18 ans et plus. En 2007, les répondants de 16 et de 17 ans ont été à l'origine de presque un point de pourcentage de l'augmentation globale de l'utilisation d'Internet depuis 2005. Ils ont aussi une influence sur les estimations des comportements en ligne.

	2005	2007
	%	
Terre-Neuve-et-Labrador	55	61
Île-du-Prince-Édouard	61	69
Nouvelle-Écosse	67	69
Nouveau-Brunswick	57	65
Québec	62	69
Ontario	72	75
Manitoba	66	70
Saskatchewan	66	73
Alberta	71	77
Colombie-Britannique	69	78



Étude : Caractéristiques des quartiers et répartition de la criminalité chez les jeunes sur l'île de Montréal

2006

L'étude «Caractéristiques des quartiers et répartition de la criminalité sur l'île de Montréal : analyse supplémentaire sur la criminalité chez les jeunes», diffusée aujourd'hui, analyse la répartition géographique de la criminalité déclarée par la police chez les jeunes de 12 à 17 ans sur l'île de Montréal et les facteurs des quartiers influant sur cette répartition.

Il s'agit de la deuxième phase d'un projet qui a permis d'examiner les données sur la criminalité déclarées par la police à l'échelon des quartiers à Montréal. Cet examen a été réalisé au moyen d'une combinaison d'analyses statistiques et de techniques de cartographie de la criminalité élaborées à l'aide du Système d'information géographique (SIG).

Les résultats de la première phase ont montré que, dans l'ensemble, les crimes signalés à la police n'étaient pas répartis uniformément sur l'île, mais avaient tendance à être concentrés dans un nombre restreint de points chauds.

Cette deuxième phase a toutefois révélé que la criminalité sur l'île était répartie différemment selon qu'il s'agisse de criminalité chez les jeunes déclarée par la police ou de criminalité chez les adultes. La criminalité chez les jeunes était répartie en plusieurs points chauds peu étendus sur l'ensemble du territoire de l'île.

Plusieurs de ces points chauds étaient concentrés à des endroits où se trouvent des écoles secondaires, des centres de jeunes et des centres commerciaux.

L'étude a permis de constater que 27 % des crimes violents chez les jeunes étaient survenus à l'école. De même, environ un cinquième des infractions relatives aux drogues s'étaient produites sur le territoire d'une école.

Comme le vol à l'étalage était l'infraction déclarée par la police la plus fréquente chez les jeunes, la densité des crimes contre les biens avait tendance à être la plus élevée aux endroits où se trouvaient des centres commerciaux importants.

L'étude a également examiné si les différences dans les taux de criminalité chez les jeunes dans les quartiers étaient associées à des facteurs propres à ces quartiers. Elle a permis de constater que les caractéristiques du quartier n'arrivaient à expliquer qu'une faible proportion de la variation de la criminalité chez les jeunes déclarée par la police.

Après prise en compte de tous les facteurs, le taux de crimes violents chez les jeunes était supérieur dans les quartiers comptant un plus grand nombre d'élèves

du secondaire et un pourcentage plus élevé de terrains zonés à des fins commerciales.

Les taux de crimes violents étaient également plus élevés dans les quartiers comptant des proportions supérieures de personnes à faible revenu, de logements nécessitant d'importantes réparations, de résidents appartenant à une minorité visible et de résidents sans diplôme d'études secondaires.

Le taux de crimes contre les biens commis par les jeunes était supérieur dans les quartiers où il y avait une grande mobilité résidentielle et où les proportions de personnes titulaires d'un diplôme universitaire étaient moindres.

Les quartiers comptant un plus grand nombre d'élèves du secondaire et un pourcentage plus élevé de terrains commerciaux avaient également des taux supérieurs de crimes contre les biens.

Les données déclarées par la police montrent que Montréal affichait en 2006 un taux de criminalité chez les jeunes inférieur à la fois à la moyenne nationale et à la moyenne québécoise.

En fait, la région métropolitaine de recensement de Montréal, qui comprend l'île de Montréal et ses banlieues, affichait un taux de criminalité chez les jeunes inférieur à celui de toutes les autres régions métropolitaines du pays, à l'exception de la ville de Québec.

De 1996 à 2006, on a observé une tendance générale à la baisse de la criminalité chez les jeunes sur l'île de Montréal attribuable à une forte diminution des crimes contre les biens. Les crimes violents et les affaires relatives aux drogues ont légèrement augmenté.

L'étude, financée par le Centre national de prévention du crime au ministère de la Sécurité publique du Canada, a été effectuée à partir des données démographiques et socioéconomiques du recensement, des données de zonage de la Communauté urbaine de Montréal et des données sur la criminalité déclarées par la police.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 3302.

L'étude «Caractéristiques des quartiers et répartition de la criminalité sur l'île de Montréal : analyse supplémentaire sur la criminalité chez les jeunes», qui fait partie de *Série de documents de recherche sur la criminalité et la justice* (85-561-MWF2008011, gratuite), est maintenant accessible sur notre site Web. À partir du module *Publications*, cliquez sur *Publications Internet gratuites*, puis sur *Crime et justice*.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec la

Sous-section de l'information et des services à la clientèle au 613-951-9023 ou composez sans frais le 1-800-387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. ■

Services de conseils

2006

Les revenus d'exploitation de l'industrie des services de conseils ont atteint 10,9 milliards de dollars en 2006, en hausse de 14,8 % par rapport à 2005.

Les plus fortes hausses des revenus d'exploitation ont été observées dans l'industrie des autres services de conseils scientifiques et techniques (+29 %), suivie des services de conseils en environnement (+28 %) et des services de conseils en gestion (+10 %). L'intérêt constant dans les questions environnementales et la forte expansion dans les ressources naturelles dans les provinces de l'Ouest ont sûrement contribué aux fortes hausses dans les services de conseils scientifiques et techniques et en environnement.

Les dépenses d'exploitation des entreprises de services de conseils ont atteint 8,8 milliards de dollars en 2006, en hausse de 15,9 % comparativement à 2005. Ces entreprises comptent beaucoup sur les connaissances de leurs employés pour offrir des services de sorte que les salaires, les traitements et les avantages sociaux des employés sont de loin le poste de dépenses le plus élevé, soit 42 cents pour chaque dollar dépensé en 2006.

La marge bénéficiaire d'exploitation de l'industrie a été de 19,6 %. Il s'agit d'un niveau inférieur à celui de 20,4 % enregistré en 2005.

Près de la moitié des revenus d'exploitation de l'industrie ont été générés en Ontario (45 %), suivi de l'Alberta (19 %), du Québec (16 %) et de la Colombie-Britannique (14 %).

Les quatre provinces de l'Ouest ont enregistré une forte croissance des revenus d'exploitation. La Saskatchewan a affiché une augmentation de 29,2 %, la Colombie-Britannique, de 25,2 %, le Manitoba, de 20,1 % et l'Alberta, de 16,1 %. Les entreprises situées en Ontario et au Québec ont enregistré des hausses de 10,3 % et de 15,8 % respectivement.

L'industrie des services de conseils comprend les entreprises qui offrent des conseils et des services spécialisés à d'autres entreprises sur divers sujets dont la gestion, les ressources humaines, les questions environnementales, le développement international ainsi que dans le domaine scientifique et technique. La caractéristique commune des entreprises classées dans l'industrie des services de conseils est qu'elles aident d'autres entreprises à prendre de l'expansion grâce à leurs conseils spécialisés.

Les données pour l'industrie des services de conseils sont maintenant offertes.

Données stockées dans CANSIM : tableau 360-0001.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4717.

Pour obtenir plus de renseignements au sujet de l'enquête ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Luc Provençal au 613-951-1960 (luc.provençal@statcan.ca) ou avec Peter Rosborough au 613-951-0348 (peter.rosborough@statcan.ca), Division des industries de service. Télécopieur : 613-951-6696. ■

Régimes de pension d'employeurs (caisses de retraite en fiducie)

Quatrième trimestre de 2007

La valeur marchande de l'épargne-retraite détenue dans des caisses de retraite parrainées par l'employeur a enregistré en 2007 sa progression la moins élevée en cinq ans, les hausses ayant été très faibles au cours des deux derniers trimestres de l'année.

À la fin de 2007, la valeur marchande des actifs détenus dans ces caisses de retraite s'établissait à 966,0 milliards de dollars, en hausse de 4,8 % par rapport à 2006. Il s'agit de la plus faible hausse enregistrée depuis les baisses de valeur des actifs en question survenues en 2001 et en 2002.

La valeur des actifs a légèrement augmenté de 0,9 % au cours des trois derniers mois de 2007, après avoir à peine progressé au troisième trimestre.

Entre 2003 et 2006, le taux d'augmentation de la valeur des actifs détenus dans les caisses de retraite s'est situé entre 10,8 % et 15,3 %, ce qui est plus de deux fois supérieur à la progression de 4,8 % enregistrée en 2007.

À la fin de 2007, les actions et les fonds d'actions représentaient 37,2 % de l'ensemble des actifs des caisses de retraite, en baisse par rapport au troisième trimestre, alors que cette proportion était de 39,1 %. La part des actifs constituée d'obligations et de fonds d'obligations est passée de 32,0 % à 33,8 %, tandis que celle de l'immobilier a augmenté pour atteindre 7,1 %. Les actifs à court terme ont représenté 3,5 % du total, les prêts hypothécaires, 1,5 %, et les autres éléments d'actif, notamment les caisses communes étrangères, 16,9 %.

Les actifs canadiens représentaient 69,9 % des actifs des caisses de retraite en 2007, en légère hausse. La part des placements étrangers est passée de 30,9 %

à 30,1 %. La part représentée par les placements étrangers a toutefois augmenté de 9,3 points de pourcentage depuis 2000 et de 4,5 points de pourcentage depuis 2005.

Les revenus de pension ont culminé à 35,3 milliards de dollars au quatrième trimestre, en hausse de 24,7 % par rapport au troisième trimestre, alors que les revenus avaient fléchi de 18,6 %.

Cette forte hausse des revenus au quatrième trimestre est attribuable à l'augmentation de 15,4 % des cotisations de l'employeur et des employés, à une hausse de 41,7 % du revenu de placement selon les dividendes versés sur les actions au quatrième trimestre, et à une augmentation de 18,7 % des bénéfices nets tirés de la vente de titres.

Les dépenses ont augmenté de 7,4 % pour atteindre 13,8 milliards de dollars au cours du quatrième trimestre. Toutefois, en raison de la hausse des revenus, le revenu net a augmenté de 39,2 %, comparativement à un recul de 31,7 % observé au cours du trimestre précédent.

Les cotisations versées en 2007 se sont établies à 32,8 milliards de dollars, en baisse de 5,7 %. Il s'agit de la première baisse annuelle enregistrée en sept ans. Les prestations de pension versées aux retraités ont totalisé 33,8 milliards de dollars en 2007, en hausse de 6,4 %. Il s'agit de la première fois depuis 2002 que les prestations ont été supérieures aux cotisations.

Des 5,7 millions de travailleurs canadiens participant à des régimes de pension d'employeurs, environ 4,6 millions étaient membres de régimes en fiducie en 2007. Les autres travailleurs, soit environ un million, étaient principalement couverts par des contrats avec des sociétés d'assurances.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 280-0002 à 280-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2607.

Pour obtenir plus de renseignements sur les résultats de l'enquête et sur les produits et services connexes ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-7355 ou composez sans frais le 1-888-297-7355 (revenu@statcan.ca), Division de la statistique du revenu. Télécopieur : 613-951-3012. ■

Enquête sociale générale : 20^e anniversaire 1985 à 2006

Depuis 20 ans, l'Enquête sociale générale (ESG) de Statistique Canada recueille des renseignements sur les conditions sociales des Canadiens.

Afin de souligner le 20^e anniversaire, Statistique Canada publie une série de feuillets d'information analytiques intitulés *Quelques faits*, lesquels soulignent les changements importants de la société canadienne découverts au moyen de l'analyse des données de l'ESG au cours des deux dernières décennies.

Chaque numéro de *Quelques faits* portera sur un seul thème. Le premier article diffusé aujourd'hui s'intitule «La victimisation avec violence au Canada».

Dans ce numéro, on analyse les données tirées des enquêtes de l'ESG sur la victimisation menées en 1988, en 1993, en 1999 et en 2004. Ces enquêtes ont permis de recueillir des données sur l'étendue et la nature de la victimisation criminelle déclarée par les victimes, les répercussions et les conséquences de la criminalité sur les victimes, l'étendue de la déclaration des infractions à la police et le recours aux services officiels et non officiels.

Les numéros à venir de *Quelques faits* analyseront les résultats de l'ESG sur la santé, l'emploi du temps, les risques auxquels est exposée une personne, la scolarité et le travail, les réseaux sociaux, la famille, le soutien social, le vieillissement et la retraite ainsi que sur l'utilisation de la technologie.

Entre autres choses, ils révéleront les tendances changeantes du logement au cours des 20 dernières années, la mesure dans laquelle les familles canadiennes ont changé, ce qui motive les gens à prendre leur retraite, à quel point Internet a transformé la vie des Canadiens, le degré d'engagement des Canadiens envers leur famille, leurs voisins et leur communauté, la mesure dans laquelle les pratiques religieuses ont changé et les conséquences de la prestation de soins sur le travail, la famille, les loisirs et la santé des personnes qui prodiguent des soins.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 4502.

Les nouveaux feuillets de *Quelques faits* seront diffusés les jeudis dans *Le Quotidien*. Le premier numéro de *Quelques faits* : «La victimisation avec violence au Canada» (89-630-XWF, gratuit) est maintenant accessible à partir du module *Publications* de notre site Web.

Pour obtenir des tableaux personnalisés des 20 ans des données de l'ESG, communiquez avec les Services à la clientèle (sasd-dssea@statcan.ca) ou avec le

Service national de renseignements en composant sans frais le 1-800-263-1136.

Pour obtenir plus de renseignements sur *Quelques faits*, communiquez avec les Services à la clientèle au 613-951-5979 (sasd-dssea@statcan.ca), Division de la statistique sociale et autochtone. ■

Transport et distribution de gaz naturel

Janvier et février 2008

Il est maintenant possible de consulter les données de janvier et de février sur le transport et la distribution du gaz naturel.

Données stockées dans CANSIM : tableaux 129-0001 à 129-0004.

Définitions, sources de données et méthodes : numéro d'enquête 2149.

Pour obtenir plus de renseignements, pour commander des données ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec l'agent de diffusion au 613-951-9497 ou composez sans frais le 1-866-873-8789 (energ@statcan.ca), Division de la fabrication et de l'énergie. ■

Nouveaux produits

L'observateur économique canadien, juin 2008,
vol. 21, n° 6
Numéro au catalogue : 11-010-XWB
(gratuit).

Le contrôle et la vente des boissons alcoolisées au Canada, exercice financier clos le 31 mars 2007
Numéro au catalogue : 63-202-XWF
(gratuit).

Série de documents de recherche sur la criminalité et la justice : «Caractéristiques des quartiers et répartition de la criminalité sur l'île de Montréal : analyse supplémentaire sur la criminalité chez les jeunes», 2001, n° 11
Numéro au catalogue : 85-561-MWF2008011
(gratuit).

Quelques faits : «La victimisation avec violence au Canada»
Numéro au catalogue : 89-630-XWF
(gratuit).

Les prix sont en dollars canadiens et n'incluent pas les taxes de vente. Des frais de livraison supplémentaires s'appliquent aux envois à l'extérieur du Canada.

Les numéros au catalogue se terminant par : -XWF, -XIB ou -XIF représentent la version électronique offerte sur Internet, -XMB ou -XMF, la version microfiche, -XPB ou -XPF, la version papier, -XDB ou -XDF, la version électronique sur disquette, -XCB ou -XCF, la version électronique sur CD-ROM, -XVB ou -XVF, la version électronique sur DVD-ROM et -XBB ou -XBF, une base de données.

Pour commander les produits

Pour commander par téléphone, ayez en main :

- Le titre
- Le numéro au catalogue
- Le numéro de volume
- Le numéro de l'édition
- Votre numéro de carte de crédit.

Au Canada et aux États-Unis, composez le : **1-800-267-6677**
Pour les autres pays, composez le : **1-613-951-2800**
Pour envoyer votre commande par télécopieur,
composez le : **1-877-287-4369**
Pour un changement d'adresse ou pour connaître
l'état de votre compte, composez le : **1-877-591-6963**

Pour commander par la poste, écrivez à : Finances, immeuble R.-H.-Coats, 6^e étage, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 5 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet, écrivez à : infostats@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca). À la page *Nos produits et services*, sous *Parcourir les publications Internet*, choisissez *Payantes*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-XIF.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications et des services de bibliothèque, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à listproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez : subscribe quotidien prénom et nom.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2008. Tous droits réservés. Le contenu de la présente publication électronique peut être reproduit en tout ou en partie, et par quelque moyen que ce soit, sans autre permission de Statistique Canada, sous réserve que la reproduction soit effectuée uniquement à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé destiné aux journaux et/ou à des fins non commerciales. Statistique Canada doit être cité comme suit : Source (ou « Adapté de », s'il y a lieu) : Statistique Canada, année de publication, nom du produit, numéro au catalogue, volume et numéro, période de référence et page(s). Autrement, il est interdit de reproduire le contenu de la présente publication, ou de l'emmagasiner dans un système d'extraction, ou de le transmettre sous quelque forme ou par quelque moyen que ce soit, reproduction électronique, mécanique, photographique, pour quelque fin que ce soit, sans l'autorisation écrite préalable des Services d'octroi de licences, Division des services à la clientèle, Statistique Canada, Ottawa, Ontario, Canada K1A 0T6.